

Madame, Monsieur,

La Coordination nationale de la Formation des Enseignants vous sollicite pour signer la pétition qu'elle vient de lancer et qui s'intitule

« 100 000 voix pour la formation des enseignants ! ».

Celle-ci a pour but d'alerter l'opinion publique du danger que représente la nouvelle réforme de la formation et du recrutement des enseignants.

Améliorer la formation des enseignants est déterminant pour faire réussir tous les élèves. Or, la réforme, telle qu'elle est imposée par le gouvernement, va fortement dégrader leur formation professionnelle, disciplinaire et pédagogique.

Des enseignants seront envoyés devant les élèves sans garantie d'une maîtrise disciplinaire pour enseigner, du fait de la réduction des exigences des concours de recrutement et sans formation professionnelle, du fait de la destruction de la formation en lien avec les classes. Prétendre que les enseignants seront mieux formés parce que leur titularisation aura lieu au niveau du master (Bac+5) est tout simplement un mensonge dans les conditions de la réforme actuelle. Au contraire, le service public d'éducation sera durablement affaibli.

Outre cette dégradation de la formation, cette réforme pose de nombreux problèmes, notamment aux étudiants qui :

- doivent faire une année d'étude supplémentaire non rémunérée. Nous demandons des aides financières sérieuses et des pré-recrutements, ce que le ministère refuse.
- auront une « année folle » en master 2 durant laquelle ils doivent préparer le concours, faire la recherche nécessaire à un master et faire des stages en responsabilité devant les élèves. Tous les acteurs concernés considèrent que c'est irréaliste.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il malgré toutes les protestations ?

Quel est son intérêt ?

Cette réforme lui permet entre autres :

- d'économiser d'un coup 14 000 emplois de stagiaires, ce qui correspond à l'objectif de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.
- de justifier le fait que de nombreux étudiants ayant préparés les concours mais n'ayant pas été reçus faute de postes, puissent devenir « légitimement » vacataires ou contractuels puisqu'ils auront le diplôme requis pour enseigner (master).
- de sacrifier les IUFM, écoles professionnelles des enseignants, et au-delà toute formation professionnelle alternée, au motif que « l'apprentissage sur le tas » suffirait pour ce métier pourtant si difficile. Les enfants sont-ils des cobayes ? Les IUFM ont certes besoin d'être améliorés, mais en aucun cas supprimés !

Les universités, les syndicats, les associations de parents d'élèves, d'enseignants et d'étudiants sont unanimes pour demander l'abandon de cette réforme. Ensemble, ils demandent l'ouverture d'une concertation digne de ce nom, pour aboutir à une toute autre réforme qui ne sacrifie pas la formation disciplinaire, assure une formation professionnelle universitaire de qualité, garantisse le recrutement des enseignants fonctionnaires dont l'école a besoin, développe la recherche et permette aux étudiants de tous milieux d'accéder à des poursuites d'études.

L'enjeu de recueillir 100 000 voix est de la plus haute importance, le gouvernement doit entendre ces demandes.

En tant que citoyen, parent, étudiant, élu..., nous vous sollicitons donc pour dire avec nous :

Enseigner est un métier qui s'apprend !

La formation des enseignants : un investissement pour l'avenir !

Améliorer la formation professionnelle, disciplinaire et pédagogique des enseignants est déterminant pour faire réussir tous les élèves.

Or, la réforme imposée par le Gouvernement va la sacrifier ! Le service public d'éducation sera durablement affaibli.

Les universités, les associations de parents d'élèves, d'enseignants et d'étudiants sont unanimes pour demander l'abandon de cette réforme là.

Avec eux, nous souhaitons l'ouverture d'une réelle négociation pour concevoir une formation professionnelle universitaire de qualité, permettant de recruter les enseignants fonctionnaires dont l'Education Nationale a besoin.

Nous, citoyens, parents, étudiants, enseignants, élus... ensemble nous voulons que le Gouvernement considère la formation des enseignants non comme un fardeau pour le budget de la nation mais comme un investissement pour l'avenir !

C'est pourquoi, nous lui demandons d'entendre nos voix : abandonnez cette réforme ; ouvrez des négociations !

Vous pouvez signer en ligne à l'adresse :

<http://www.10000voixpourlaformation.org/>

Le nom des personnalités qui parrainent cette initiative sera affiché sur le site.

Nous vous remercions par avance pour votre soutien.

Bien cordialement, le secrétariat de la CNFDE